

Démographie française | L'urgence d'une politique familiale

L'INSEE vient de publier les dernières données démographiques disponibles sur la France : elles sont pour le moins préoccupantes. La tendance baissière, amorcée depuis 2012, se confirme pour les trois dernières années 2015, 2016 et 2017. Notre pays est passé d'une moyenne de 2 enfants par femme en 2012 à 1,88 en 2017, nous écartant ainsi chaque année un peu plus des 2,1 enfants requis pour satisfaire le renouvellement des générations.

Depuis des décennies, nous sommes un certain nombre à prôner une véritable politique familiale, à demander aux pouvoirs publics de promouvoir des mesures dans des domaines aussi divers que le logement, l'école, les modes de gardes, le travail des femmes, etc., à souhaiter que l'on ne revienne pas sur l'universalité des allocations familiales.

En vain.

Nous étions traité de conservateurs invétérés pour le moins et, pour le pire, de réactionnaires nostalgiques de la femme au foyer ! Pourtant des démographes des plus sérieux, des responsables politiques ou sociaux, des sociologues avisés, tiraient le signal d'alarme en soulignant qu'une nation qui voyait sa natalité baisser est une nation qui, non seulement ne pourrait plus garantir la solidarité nationale entre les générations mais, pire, ne pourrait porter un élan de dynamisme, de croissance et d'espoir.

Nous avons dénoncé la politique familiale de François Hollande qui avait abaissé le plafond du quotient familial, divisé par deux ou par quatre les allocations familiales pour les ménages considérés comme aisés, introduit des critères de sélection sévères pour les prestations d'accueil des jeunes enfants.

Malheureusement Emmanuel Macron a poursuivi cette politique notamment avec un abaissement des plafonds de ressources donnant droit au versement de l'allocation de base pour les parents de jeunes enfants. De plus, les collectivités locales ont toutes les peines du monde à développer l'accueil des jeunes enfants, à cause de la baisse de leurs dotations.

Aujourd’hui nous appelons les responsables politiques à mesurer les conséquences qu’une baisse de la natalité pourrait avoir tant sur la vigueur économique que sur la solidarité nationale. Nous leur demandons aussi de réfléchir à la mission essentielle qu’assument les familles pour la transmission, l’éducation, la solidarité entre les générations. C’est à eux de tout mettre en œuvre pour pérenniser l’exception démographique française.

N’oublions pas que les jeunes sans famille sont majoritairement ceux que l’on retrouve parmi les déscolarisés, les marginalisés sans emploi. N’oublions pas que ce sont les familles qui sont souvent le dernier refuge de ceux qui ont été blessés par la vie et qui cherchent bien souvent une aide, mais aussi un lieu d’affection et de soutien moral.

Charles Millon

Ancien Ministre de la Défense

Charles Millon : pourquoi le retour du service national est une fausse bonne idée

Nommer l’ennemi ?

Tout le monde est aujourd’hui d’accord avec l’axiome que nous défendions il y a des années déjà, selon lequel « il faut nommer l’ennemi », et chacun le répète à

l'envi.

Mais peut-être ne comprennent-ils pas ce qu'implique cette capacité à nommer : une fois que l'on a parlé du terrorisme islamiste, de la radicalisation d'habitants du territoire français sous l'emprise d'imams dégénérés, et de l'État islamique comme agent extérieur, il s'agit surtout de comprendre comment cet ennemi agit, pour lui couper les ailes et à terme le détruire entièrement.

Il faut bien entendu poursuivre la guerre, la vraie, celle qui se déroule sur le théâtre du Proche-Orient, en Syrie et en Irak, mais aussi en Libye - où trois sous-officiers viennent de tomber pour la France - au Mali toujours, enfin sur cet axe gigantesque qui s'étend du Nigéria au Pakistan.

Cette mission admirable, la France l'accomplit, quasiment seule en Europe, aux côtés des Etats-Unis, et le monde entier devrait lui en être redevable.

Cependant, la protection du territoire national est naturellement la première des priorités.

A ce défi, et face aux actes de barbarie qui s'y déroulent régulièrement depuis quatre ans, depuis les assassinats commis par Mohamed Merah, les gouvernements successifs ont trop mal répondu.

La désorganisation des services de renseignement par Nicolas Sarkozy en 2008 est l'une des causes fondamentales des erreurs de jugement qui ont permis la prolifération de ces actes.

De même, la baisse du nombre de policiers et de militaires engagée sous son quinquennat résonne douloureusement aujourd'hui. Sans oublier la fin de la double peine.

La gauche au pouvoir depuis quatre ans n'est pas en reste : par idéologie, elle a dépouillé la justice de ses moyens, laissant passer entre les mailles du filet punitif ces condamnés de droit commun que sont tous les terroristes.

Elle s'est refusée, encore par idéologie de soumission, à fermer les mosquées signalées pour leurs prêches radicaux, s'est refusée à expulser des imams réputés pour leurs appels à la haine, n'a pas pris les mesures de contrôle des frontières qui s'imposaient, non seulement devant la vague immense de réfugiés, mais de manière générale contre une immigration structurellement incontrôlée.

Elle a désarmé moralement la France, culpabilisant ses citoyens et empêchant la moindre remise en cause d'une religion devenue folle, l'islam.

Enfin, la destruction systématique de l'éducation, nationale et populaire, de la culture française, entreprise depuis quarante ans, ne pouvait que laisser pantelants et honteux des Français à qui l'on inflige aujourd'hui la double peine : la mort et le déshonneur.

Il n'est pas encore trop tard pour réagir, quoique la colère monte chez nos compatriotes contre ces hommes passés du côté de l'inhumanité et de la barbarie. Mais nommer l'ennemi voudra toujours dire aussi : ne pas lui ressembler.

La France possède la force de se défendre. Elle doit le faire dans l'ordre,

l'intelligence et la justice. Car le désordre et la vengeance n'engendent qu'eux-mêmes.

Les réponses ne manquent pas et il faut les appliquer avec la sévérité qu'exigent les circonstances : fermeture de toutes les mosquées dites radicales, expulsion des imams qui prêchent la guerre et le fanatisme, contrôle des frontières avec suspension de Schengen si nécessaire, limitation de l'immigration légale, fin de l'immigration illégale, révision du code de la nationalité, déchéance de celle-ci pour les binationaux convaincus de projets d'entreprise terroriste, rétablissement de la double peine.

Mais encore et surtout dans le fond : sortie du Conseil de l'Europe pour se soustraire aux arrêts iniques de la CEDH ; réarmement de la justice ; reconstruction de l'école et de l'éducation populaire ; enfin, renouveau de l'éducation populaire pour refaire des Français.

Un long travail et une lourde tâche, auxquels nous ne pourrons nous dérober.

Charles Millon

Ancien ministre de la défense

Président de l'Avant-Garde

Revue politique Charles numéro 17 du 5 avril 2016

Propos recueillis par Arnaud Viviant

Portraits Nadège Abadie

Revue politique Charles numéro 17

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Interview d'un Charles

Tu parles...

Charles MILLON

Charles Millon est ordolibéral, personneliste, mutualiste, fédéraliste et chrétien. Il se réfère aussi bien à Péguy qu'à Proudhon. En 1998, l'ancien ministre de la Défense provoque un schisme en se faisant élire à la présidence du conseil régional de Rhône-Alpes avec le soutien du Front national. Il va alors éprouver la violence en politique, comme il le raconte sans fard dans cet entretien Charles.

C'est amusant, vous avez été ministre de la Défense alors que vous avez été exempté du service militaire.

En effet. Mais je ne suis pas sûr d'être le seul ministre de la Défense dans ce cas. J'ai été exempté car je fais partie d'une classe d'âge, 1945, où il y avait trop d'appelés à cause du boom de natalité. Je voulais faire la coopération, mais on a pris le prétexte d'une infection bénigne pour m'écartier.

Comment êtes-vous devenu ministre de la Défense. Etiez-vous spécialiste de ces questions ?

Vous savez, un homme politique n'est pas un spécialiste. Il a une vision du monde, une vision de la France. J'ai été élu pour la première fois en 1978. Le dossier de la défense fait partie de ceux que tout parlementaire travaille de façon particulière. Quand Jacques Chirac m'a proposé le ministère de la Défense, qu'il voulait que je prenne compte tenu des réformes qu'il désirait engager et de la confiance qu'il plaçait en moi, ce qui me flattait bien sûr, j'ai accepté. Ce ministère était à un tournant, puisqu'il s'agissait de mettre en place la suspension du service national et l'armée professionnelle. Il y avait besoin en outre d'engager la restructuration territoriale, si bien qu'il m'a fallu discuter de la fermeture de casernes avec un certain nombre de maires. Ce fut aussi le moment de la guerre en Bosnie, avec l'implication de la Force de Réaction Rapide de la France. Mais aussi les derniers essais nucléaires qui ont abouti à la construction du simulateur qui se trouve à côté de Bordeaux et qui permet à la France de garder son indépendance en matière de défense. Bref, un certain nombre de dossiers extrêmement intéressants pour un homme politique, et qui font que j'ai vécu là un moment extraordinaire de ma vie.

Comment s'est passée cette fin du service militaire ? Comme une lettre à la poste ?

Il faut savoir qu'à l'époque, sur une classe d'appelés, 15% étaient exemptés parce qu'ils ne maîtrisaient pas le français, n'étaient pas intégrés et se trouvaient tout en bas de l'échelle sociale. Puis vous aviez 15% de planqués, pour dire les choses comme elles étaient.

Les 70% restants avaient ce qu'on appelait une affectation rapprochée. Vous aviez donc une armée qui n'arrivait pas à être professionnelle puisque ses crédits étaient affectés à la gestion de ces appelés, lesquels ne vivaient pas la vie militaire comme dans d'autres périodes de l'histoire de France. Beaucoup d'officiers, de militaires de carrière souhaitaient une vraie réforme. Auraient-ils aimé qu'on maintienne un service militaire minimal ? Certains oui. Mais il n'y a pas eu un très long débat. Personnellement, quand j'ai pris mes fonctions comme ministre, j'étais favorable au maintien de la conscription. C'est après avoir étudié

le dossier avec un certain nombre d'officiers et de spécialistes qu'on a décidé de suspendre le service militaire. Car je vous rappelle qu'il n'est pas abrogé, mais seulement suspendu. On se rend compte aujourd'hui que notre choix était judicieux, car on s'aperçoit que l'armée française ne pourrait pas effectuer des interventions telles qu'au Mali, en Centrafrique ou au Tchad aujourd'hui si elle supportait encore le poids des appelés.

Ce n'est pas très noble mais je me rappelle avoir voté pour Mitterrand en 1981 parce qu'il promettait de mettre fin au service militaire que je n'avais, à dire vrai, pas le cœur de faire. En revanche, je n'ai pas souvenir que Chirac en ait, de son côté, fait une promesse de campagne.

Effectivement, il souhaitait le faire mais il n'en a pas fait un thème de campagne. En revanche, quand il m'a appelé, il m'a dit : »Il faudra que tu étudies ce dossier-là ». Comme je vous l'ai dit, je n'y étais pas favorable, mais je me suis incliné devant la réalité.

Revenons en arrière. Jeune, vous aviez créé le Cercle Charles Péguy. Qu'étais-ce ?

C'est quelque chose que nous avons créé en 1965, à Lyon, pour permettre à des jeunes s'acquérir une formation politique. On invitait des conférenciers, que ce soit des spécialistes du droit, de la politique, de la géopolitique, des intellectuels, des écrivains.

On proposait à peu près deux conférences par semaine. Cela s'adressait à des personnes qui faisaient partie de ce qu'on appelle traditionnellement la droite. C'était très large. On organisait des universités, même si on ne les appelait pas comme ça à l'époque. On étudiait des sujets comme : « Quelle économie pour la France » ou « Faut-il développer la construction européenne ? » Cela allait assez loin puisqu'à une époque où l'écologie n'était pas à la mode, je me souviens d'avoir écouté un homme qui m'a beaucoup marqué, le philosophe Gustave Thibon.

Il était venu nous expliquer qu'il fallait respecter la nature. C'est le premier écologiste que j'ai connu.

Mais pourquoi l'avoir appelé le Cercle Charles Péguy ?

C'est d'abord un écrivain extraordinaire. Mais une personne qui était aussi très attachée, au sens noble du terme, à la France. C'était un patriote, quelqu'un d'enraciné, historiquement et géographiquement. C'est un homme qui a chanté la cathédrale de Chartres, notre histoire de France à travers Jeanne d'Arc. Pour nous, il était l'auteur qui incarnait le mieux notre pays. C'est vrai qu'il a eu des tendances, et même plus que ça, des options socialistes du point de vue économique. Mais je vais vous dire : un homme comme Proudhon est aussi un des

auteurs que j'affectionne. Car Proudhon est fédéraliste. Car est pour que la personne humaine retrouve sa place dans la société. Il a été classé à gauche parce qu'il était pour la coopération et la mutualité. Mais vous savez, la gauche et la droite, à travers l'histoire, elles changent, hein !

Est-ce qu'à ce moment-là, vous envisagiez déjà une carrière politique ?

Oui. Dès l'âge de 15, j'ai eu envie d'action politique, de réformer mon pays, de vivre les évènements.

Vos parents faisaient de la politique ?

Mon père était un industriel. Il était certes adjoint de sa mairie, mais non, il ne faisait pas de politique.

Et c'est dans ce cercle Péguy que vous rencontrez votre femme...

Oui, en 1968. A ce moment-là, nous fondons le MADEL, le Mouvement autonome des étudiants de Lyon. Ma future femme y était, moi aussi. On était favorables à l'instauration d'universités autonomes, face au mammouth de l'Education nationale. On était donc des précurseurs...

Oui, c'est ce que Sarkozy a fait !

Je dirais plutôt : c'est ce qu'il a essayé d'entreprendre, parce que ce n'est pas fini, il reste beaucoup à faire !

Donc, on était très, très en avance. Pendant Mai 68, il y avait, d'un côté, les conservateurs qui sont allés défiler sur les Champs-Elysées et, de l'autre, ce qu'on appelait à l'époque les gauchistes, Cohn-Bendit et consorts. Mais nous, nous n'étions ni d'un côté ni de l'autre. Nous étions déjà, tout comme nous le sommes aujourd'hui, personnalistes, fédéralistes, pour une autonomie et une évolution des structures sociales telles qu'elles existaient à l'époque.

Vous n'étiez pas donc comme ceux qui allaient devenir plus tard vos amis - je pense par exemple à Alain Madelin qui, vers 68, faisait partie du groupuscule d'extrême droite Occident-, dans la bagarre ?

Jeune, j'étais favorable à l'Algérie française mais je n'étais pas dans des mouvements, comment dirais-je, de droite déclarée. J'étais au cercle Charles Péguy et au MADEL. Ensuite quand je suis entré dans la vie politique, je suis allé au CNPI, le Centre national des indépendants et paysans, dont Antoine Pinay était l'ancêtre. Ensuite, je suis devenu républicain indépendant. En 1978, nous formons l'UDF avec les radicaux et le CDS. Je faisais partie de ce courant et j'y assumé des responsabilités, puisque j'ai été président du groupe UDF durant six ans à l'Assemblée nationale. Je faisais partie des libéraux sociaux si je puis utiliser cette expression. Historiquement, je ne fais pas partie de la tradition gaulliste.

Centriste, ça vous va ?

Non, je fais partie de la droite libérale et sociale.

Giscardien ?

Ah oui. J'étais dans ses comités de soutien en 1981, ce qui n'a pas donné le résultat attendu, mais bon. Ce fut ensuite la traversée du désert. Puis j'ai créé Le Cercle avec des RPR, Philippe Seguin et Michel Noir, et des UDF comme François Daubert. Après quoi, je me suis beaucoup engagé avec le Parti républicain. Puis en 1989, j'ai créé les Rénovateurs, avec des RPR et des CDS. On a tout fait pour rénover le paysage politique, on eu du mal. Puis en 1995, puisque l'UDF n'était pas présente à cette élection présidentielle et qu'on avait le choix entre deux RPR, j'ai choisi Jacques Chirac.

Pourquoi ?

Parce que Jacques Chirac défendait une politique de rupture et que je pensais qu'elle était ce qu'il fallait pour la France. Les réformes ne suffisaient plus. Il fallait lutter contre la fracture sociale, ce qui était le thème de la campagne de Jacques Chirac. On n'a pas réussi puisqu'il y a eu la dissolution et qu'on a perdu les élections. Mais je pense que c'était un peu prémonitoire par rapport à la situation actuelle. On se rend bien compte qu'il faut faire des réformes fondamentales dans les domaines de l'éducation, de la fiscalité, de la réforme du territoire.

Aujourd'hui, on ne peut envisager simplement de mener une politique de gestion. C'est une politique de rupture qu'il faut faire.

Quand en 1995, vous soutenez Chirac, Giscard était d'accord ?

J'étais très proche de Giscard à cette époque et j'ai fait ce choix avec lui. Et je vous rappelle que Giscard a soutenu Chirac dès le premier tour.

Quels étaient vos rapports avec Alain Juppé lorsque vous étiez ministre de la Défense et lui Premier ministre ?

Oh, j'étais très proche de Chirac parce qu'un ministre de la Défense dépend plus du président de la république que du Premier ministre.

Et aujourd'hui, vous avez de bons rapports avec Alain Juppé ?

Vous savez, je suis plutôt d'un caractère cordial. Je le revois très peu puisque nos itinéraires se sont séparés à un moment donné. Mais quand je le vois, on a les meilleurs rapports du monde ...

Souhaitez-vous qu'il gagne la primaire ?

Pour le moment, je regarde. Je suis observateur de la vie politique. Je pense juste

qu'avant de parler de primaire et de candidature, il faudrait parler de programme.

Vous parliez de fédéralisme tout à l'heure. Pourtant, à cette époque, on était à droite, plus étatiste que fédéraliste.

Je n'ai jamais été étatiste. J'ai toujours voulu que l'état crée des conditions favorables, mais ne prenne pas toutes les décisions. On faisait partie de ce courant des ordolibéraux qui s'est exprimé après la guerre avec le miracle allemand, à travers des gens comme Adenauer ou Schuman. Ce mouvement faisait confiance aux gens. L'État n'est pas là pour tout faire. Il est là pour faire faire.

Vous étiez très minoritaires en ce temps-là ?

Oui, très doucement nous sommes devenus de moins en moins, et je pense que maintenant, on est devenus quasiment majoritaires.

Vous êtes pour un Europe fédéraliste, donc ?

Je suis pour la vraie Europe Fédérale. Parce que très souvent on présente l'Europe fédérale comme une Europe centralisatrice alors qu'elle est l'inverse. Je suis pour une Europe qui ne prenne que des compétences essentielles. Je pense qu'une Europe à 28, ce n'est pas possible, il nous faut une Europe qu'avec quelques pays. En ce cas, il faudrait que l'Europe dispose des compétences essentielles, et laisse aux nations, aux régions, aux régions, aux communes, la plupart des compétences.

Tout ce qui peut être fait au plus proche de la personne doit l'être. Le principe qui est à la base de même de toute vie politique, c'est celui de la subsidiarité.

Autrement dit : tout ce qui peut être fait dans la commune doit rester au niveau de la commune. Tout ce qui peut être fait dans la région doit rester à l'échelle de la région. Et tout ce qui peut être fait dans la nation doit rester de la compétence de la nation. Au niveau européen, on ne peut pas centraliser comme on le fait malheureusement aujourd'hui. Ceci crée ce problème entre l'Europe et les nations.

On en arrive aux élections régionales de 1998 où vous faites alliance avec le Front national.

Je n'ai jamais fait alliance avec le FN. Il y a un parti qui s'appelle le Front national, qui est reconnu par la République puisqu'il peut présenter des candidats. Ceux-ci siègent dans une assemblée et décident de vous soutenir. Selon une jurisprudence inventée par la gauche, on n'aurait pas le droit d'accepter leurs voix. Mais qu'est ce ça veut dire ?!

Mais en 1992, vous disiez le contraire.

Non. J'ai dit que je n'étais pas favorable à une alliance avec le Front national. Mais encore une fois en 1998, je ne fais pas alliance. J'accepte le soutien de conseillers régionaux qui ont été élus en toute régularité. Si je n'ai pas voulu céder, c'est que je considérais qu'il s'agissait d'une atteinte à la démocratie. Ma position est la suivante : soit on considère que le Front nationale est un parti anormal et dans ce cas il faut l'interdire. Soit on considère qu'il est normal et, dans ce cas je vois pas, toujours pas pourquoi il n'aurait pas le droit de faire des alliances ici ou là. Il faudra me l'expliquer.

Est-ce que cette histoire vous a blessé ?

Bien sûr ! Si je disais le contraire, je ne serais pas normal. Voir des amis de toujours me tourner le dos parce qu'ils avaient peur qu'on les accuse... Ça vous fait mal. Mes enfants, on ne les saluait plus à cause de ça, et moi, on me jetait des pierres quand je sortais ! J'ai connu la violence en politique. Les gens ont oublié, mais le Maire de Briançon s'est fait casser la jambe à coup de barre de fer parce qu'il me soutenait.

Vous venez de fonder un think tank avec Charles Beigbeder. De quoi s'agit-il exactement ?

Avec la manif pour tous, on a vu des centaines de milliers de personnes s'éveiller à la politique. Un certain nombre de cercles comme les Veilleurs, rassemblant une nouvelle génération se sont créés. Certains d'entre eux ont souhaité réfléchir à la politique et même aller un peu plus loin.

C'est ce qui nous a amenés à fonder l'avant-garde, un réseau participatif où l'on travaille sur les lois qu'on aimerait voir mise en œuvre par le futur président de la République.

On va essayer de réunir assez de monde pour que le futur candidat retienne nos propositions.

Au fond, ce réseau ressemble au cercle Péguy dont nous parlions au début de notre conversation. Il s'inscrit dans sa continuité.

Le mariage homosexuel a été une blessure pour vous ?

Une blessure, non. Mais je pense que c'est une faute. Le mariage, c'est entre un homme et une femme, pour avoir des enfants. Sinon, il faut appeler ça « convention », pas mariage. Sauf si on veut fabriquer artificiellement des enfants. Mais là, c'est Prométhée ! Et l'homme devient fou.

Pour finir, que pensez-vous du pape François ?

Ah, il secoue bien ! Il pose le problème de la charité, le problème de la miséricorde.

On peut pécher mais on peut être pardonné. Tout n'est pas loi et règlement. Jean Paul II était un grand pape, mais un pape pastoral. Ensuite, Benoit XVI a remis d'équerre un certain nombre de points de doctrine, ce qu'il fallait absolument faire. Une fois son œuvre accomplie, il a démissionné pour laisser sa place à un pape charismatique. François restera dans l'histoire comme le pape de la miséricorde qui est la principale dimension de la religion chrétienne. On fait des fautes. Il faut nous pardonner.

Charles Millon : qui est vraiment Daech ?

- Home FIGARO VOX Vox Monde
 - Par Charles Millon
 - Publié le 17/11/2015 à 16:56



FIGAROVOX/TRIBUNE - Au lendemain des attentats de Paris, l'ancien ministre de la Défense Charles Millon pose les enjeux de la lutte contre l'Etat islamique.

Quelle est son étendue ? Quels sont ses alliés ? Des questions auxquelles il faudra répondre pour le combattre.

Charles Millon a été ministre de la Défense du gouvernement Alain Juppé, de 1995 à 1997.

Il existe aujourd’hui un consensus général et véritable autour de la nécessité pour la communauté internationale d’intervenir en Irak et en Syrie afin de mettre Daech hors d’état de nuire. Il n’était que temps.

Cependant, on ne peut que remarquer que les gouvernants des grandes nations du monde, parties prenantes des coalitions - Etats-Unis, France, Russie, Royaume-Uni - s’interrogent plus sur les modalités, sur la dimension à donner à ces interventions, sur les alliances à nouer ou à respecter, que sur l’objectif même de l’opération et sur la nature de l’ennemi.

Or, de nombreuses questions, dont les réponses devraient être des préalables se posent: s’agit-il d’une reconquête du territoire pris par Daech? Quelle négociation avec tous les groupes qui interviennent en Syrie et en Irak pour envisager à terme l’instauration d’une paix civile? Quelle est la dimension de la coalition? Va-t-elle se constituer sous l’égide de l’ONU? Y aura-t-il un pays coordonnateur de cette coalition? Qui la financera? Qui en assurera le commandement tactique? Est-il envisagé une conférence internationale pour définir les dimensions politique, économique et militaire de cette intervention? Et si oui, quel en sera le pays organisateur? Toutes ces questions sont pour l’heure en suspens, dans ce qui paraît une guerre artisanale, échafaudée au jour le jour, sans pensée stratégique.

Mais, avant même d’envisager cette phase, une autre interrogation, beaucoup plus profonde, se présente: celle de la définition de notre ennemi. Car l’objectif n’est au fond pas territorial, mais idéologique. A-t-on réellement mesuré ce qu’est Daech: un groupe religieux qui porterait des ambitions territoriales (à ce jour près de 300.000Km² contrôlés en Irak et en Syrie), ou un groupe religieux qui porterait internationalement une idéologie totalitaire? A-t-on de surcroît analysé vraiment les liens que ce groupe a tissé avec d’autres idéologies ou d’autres

familles de pensées proches? A ce sujet, il ne serait pas intérressant de relire les textes de sociologues qui soulignaient dans les années 90 une certaine proximité idéologique entre l'islamisme révolutionnaire et le marxisme ; non plus que de se repencher sur les liens troublants qu'ont entretenus un certain nombre d'islamistes avec l'Allemagne nazie (cf. *Jihad et haine des juifs*. Mathieu Küntzel Editions du Toucan Septembre 2015).

Dans un cadre plus contemporain, on ne peut oublier les racines sunnites de Daech, qui expliquent l'inertie de l'Arabie saoudite autant que celle du Qatar, et leur répugnance à mener une action au sol contre l'Etat terroriste.

Dans un cadre plus contemporain, on ne peut oublier les racines sunnites de Daech, qui expliquent l'inertie de l'Arabie saoudite autant que celle du Qatar, et leur répugnance à mener une action au sol contre l'Etat terroriste. Pis, l'Arabie saoudite, le Qatar et un certain nombre d'autres pays du Golfe persique ont constitué parallèlement une coalition contre les Houthis chiites du Yémen, alors qu'ils sont totalement absents du combat contre Daech. Comment envisager la poursuite des relations commerciales sereines avec l'Arabie saoudite, le Qatar ou les EAU, tant que ne seront pas éclaircis les rapports qu'ils entretiennent directement ou indirectement avec Daech?

On ne peut non plus oublier l'attitude ambiguë de la Turquie sunnite qui privilégie les bombardements des Kurdes aux bombardements des positions de Daech.

Il faut ensuite penser plus largement, à l'échelle du monde, ces relations que Daech a nouées, non seulement avec les Frères musulmans, mais aussi avec les mouvements de Libye, du Nigéria, ou de Somalie.

Il ne s'agit pas d'être alarmiste. De toute façon, la guerre est déjà là. Mais la considérer seulement dans un cadre régional, la Syrie, et militaire, les bombardements, on prend le risque de s'aveugler sans voir s'organiser une nouvelle internationale porteuse d'une idéologie totalitaire qui ne craint pas à Palmyre ou ailleurs de faire sienne la formule des révolutionnaires Français «du passé faisons table rase».

Référendum européen : dix ans après, les États membres de l'UE la jouent toujours chacun pour soi

Référendum européen : dix ans après, les États membres de l'UE la jouent toujours chacun pour soi

Une tribune de Charles Millon, ancien ministre et membre de l'Avant-Garde, Charles Beigbeder, entrepreneur et membre de l'Avant-Garde, Christian Vanneste, ancien député et membre de l'Avant-Garde et Xavier Lemoine, maire de Montfermeil et membre de l'Avant-Garde.

10 ans après. 10 ans après quoi ? Après la mort de la démocratie française. Le 29 mai 2005 qui, on s'en souvient, avait signé le rejet par une majorité écrasante de Français (54,67%, soit plus de 15 millions de voix) du « traité établissant une constitution pour l'Europe » élaboré sous la houlette de Valéry Giscard d'Estaing, aurait dû ouvrir le millénaire dans la fanfare des peuples libres et souverains, prenant enfin en main leur destin.

Il n'en fut rien. Il en fut tout au contraire : à peine trois ans plus tard, **le président Sarkozy abolissait en un tournemain et en un tour de magie le verbe du peuple, en faisant voter au Congrès le Traité de Lisbonne.**

Chant du cygne que ce référendum, fin de l'Histoire de France, enterrement de première classe d'une nation pluriséculaire, cage dorée pour patrie fatiguée ? Oui, mais seulement si nous le voulons et rendons les armes. Car ces dix années auront au moins prouvé ceci à la face du monde et des eurocéans, que la voie de l'Union technocratique est sans issue. On nous sert l'intégration forcée à coups de

réglementations et de décrets pendant que les peuples, grecs mais pas seulement, meurent dans leur économie et aussi dans leur âme.

Cette UE ne sait protéger ni les intérêts de ses peuples, ni ceux de ses entreprises. Elle est ouverte aux quatre vents de la mondialisation et dans son intérieur même, par la pratique du dumping social, elle détruit les économies locales. Cette UE n'a pas de politique extérieure aboutie, ni la voix forte que le monde attend. Cette UE est incapable de trouver une solution humaine et raisonnable à la tragédie des migrants qui traversent la Méditerranée. Cette UE n'est plus un pont civilisationnel mais une bureaucratie opaque qui fait fermenter dans le secret des traités de libre-échange auxquels les élus mêmes des nations qui la composent n'ont pas accès. Bref, cette UE a vitrifié toutes les énergies européennes.

Mais son mal vient de plus loin, et il était déjà patent dans le projet de constitution qui biffait ses racines chrétiennes pour leur préférer les seules Lumières. Son mal est civilisationnel, culturel, tout le monde le sait mais nul n'ose le dire. L'Union européenne s'est édifiée sur des critères techniques, monétaires et juridiques qui ont changé une aspiration commune en une monstrueuse machine. Les patries ne vivent pas d'abstraction, elles vivent de symboles et d'histoire. C'est pourquoi cette Europe n'est aujourd'hui la patrie de personne et ses forces centrifuges se sont remises en marche, témoin la tentation du départ du Royaume-Uni. « *Les peuples sans légende seront condamnés à mourir de froid* », savait le poète.

C'est ce qui nous attend si - et l'anniversaire de cette victoire à la Pyrrhus nous en donne l'occasion -, nous ne refondons pas l'Europe sur sa seule pierre d'angle, qui est son identité culturelle. Dire qui nous sommes non pour nous gargariser nostalgiquement du passé, mais pour savoir où nous allons. Et pour le faire savoir. L'Europe qui fut grande était celle des projets industriels, énergétiques, écologiques transnationaux dans quoi chacun trouvait son compte. L'Europe qui fut grande était celle qui ensemençait le monde de sa mesure, de sa sagesse née du long travail des siècles, **cette Europe 'voie romaine » qu'a décrite Rémi Brague. Cette Europe du souci des plus faibles, cette Europe qui apaisait les douleurs du monde.**

Cette Europe-ci n'a pas besoin de commissaires anonymes, ni de grands banquiers indépendants, ni de juges hors sol. Elle a besoin du génie propre de ses

dizaines de patries, accordées dans une même symphonie. C'est en quoi aujourd'hui, fédéralistes ou souverainistes, élèves de Schumann ou de de Gaulle, nous pouvons nous retrouver pour brûler enfin les coussous de l'hydre bruxelloise et reconquérant nos frontières, notre identité, nos économies, **réveiller l'âme commune qui nous fait Européens.**

Atlantico 29/05/2015

« Charlie »: école, service militaire... Il n'y pas de solution miracle. Il faut tout revoir

D'autres - comme Charles Millon - s'opposent à ce retour du service national, arguant, dans une interview donnée au Figaro.fr, que la France, tout comme la grande majorité des autres pays démocratiques, n'a plus d'armée de conscription mais une armée de métier, le plus souvent appelée sur des opérations extérieures, ces fameuses « opex » au Mali, en Afghanistan ou ailleurs.

Millon rappelant aussi l'hypocrisie d'un système qui épargnait les « 15 % de jeunes d'origine étrangère », « les 15% de planqués du haut » et les 70% restants qui faisaient tout pour être exemptés, planqués ou tout au moins le plus près possible de chez papa-maman.

Charles Millon, ministre de la Défense à l'époque de la suppression du service militaire obligatoire, conclue que ce n'est pas à l'armée de faire le boulot de l'école ni aux militaires de servir d'éducateurs spécialisés et qu'on « ne peut pas croire qu'en augmentant le nombre de soldats, on va gonfler le patriotisme français ». Il propose plutôt une armée de réserve élargie sur la base du volontariat et le subventionnement des mouvements d'éducation populaire.

« Tous ces jeunes qui cherchent des 'petits boulots' pendant l'été, envoyons-les nettoyer les forêts, restaurer les monuments historiques en ruines, ou partir à

l'étranger faire du co-développement ! »

Publié le 20-01-2015 à 16h16 - L'obs le plus

☒ <http://leplus.nouvelobs.com/.../1309186-charlie-ecole-service...>

☒

☒ « Charlie »: école, service militaire... Il n'y pas de solution miracle. Il faut tout revoir

LE PLUS. Depuis l'attentat de « Charlie Hebdo » et la prise d'otages de la Porte de Vincennes, faute de coupables à juger, tout le monde s'empresse d'en chercher....

leplus.nouvelobs.com|Par Dom Bochel Guégan

Charles Millon : « L'armée n'a pas pour vocation de remplacer l'école »

Charles Millon : « L'armée n'a pas pour vocation de remplacer l'école »

Par Eugénie Bastié

▪ Publié le 19/01/2015 à 14:07



Ministre de la Défense à l'époque de la suppression du service militaire obligatoire, Charles Millon analyse la possibilité du rétablissement d'un service national, prôné à l'heure actuelle par certains responsables politiques.

LE FIGARO: Lorsque vous étiez ministre de la Défense en 1997, vous étiez en charge du dossier de la réforme du service national. Vous avez prôné sa suppression, qui a eu lieu. Pourquoi?

CHARLES MILLON: Quand j'ai été nommé ministre au début, j'étais favorable à la conscription. C'est après trois mois d'études à la demande de Jacques Chirac que je me suis rendu compte que cette position était intenable, financièrement, et opérationnellement parlant. Nous sommes passés d'une armée de conscription à une armée professionnelle. Aujourd'hui, une armée de conscription serait inutile à la France pour faire face à ses engagements militaires. Ceux qui veulent être convaincus de la nécessité de cette réforme n'ont qu'à regarder toutes les opérations extérieures dans laquelle l'armée française est engagée aujourd'hui: au Mali, au Niger, contre l'État islamique en Syrie, nous avons besoin d'une armée réactive à la pointe des techniques les plus sophistiquées, qui soit capable par sa formation professionnelle et technique de répondre à une guerre de plus en plus asymétrique. La deuxième raison, c'est bien évidemment le coût. A une époque où l'on parle d'une réduction des dépenses dans tous les secteurs, où irait-on prendre l'argent nécessaire?

Certains vantent pourtant la «mixité sociale» qu'on trouvait dans les casernes. Le service militaire ne permettait-il pas aussi de forger l'unité nationale?

A l'époque où l'on envisageait la suppression du service national, la mixité sociale avait déjà totalement disparu. Le «bas» était réformé, car 15% des jeunes étaient exemptés parce qu'ils étaient d'origine étrangère, qu'ils ne parlaient pas français, et que l'armée française n'avait pas les éducateurs pour intégrer ces jeunes. Il y avait aussi les 15% de «planqués» du haut, et les 70% autres avaient une affectation rapprochée et effectuaient un service militaire mixte entre leurs familles et la caserne. Les jeunes ne pensaient qu'à une seule chose: la quille.

L'armée n'est pas un idéal, c'est un moyen au service d'un idéal. On ne peut pas croire qu'en augmentant le nombre de soldats, on va gonfler le patriotisme français. Le rétablissement du service militaire est une idée sorti du carquois sous le coup de l'émotion, qui mériterait d'être davantage réflechie.

On ne peut pas avoir les moyens d'être à la fois une armée de combat et un centre éducatif. On ne va pas transformer l'armée en grand camp scout !

Charles Millon

D'aucuns réclament son rétablissement, ou du moins l'instauration d'un «service civique obligatoire». Cela vous paraît-il réalisable?

La réponse du service militaire est inadaptée à la crise que traverse notre pays. Il n'y a plus aucune armée de conscription dans les démocraties libérales, hormis Israël qui est en état de guerre. Le problème n'est pas militaire, il est éducatif, et l'armée n'a pas pour vocation de remplacer l'école, elle ne peut pas avoir la charge d'encadrer la jeunesse de France. On ne peut pas avoir les moyens d'être à la fois une armée de combat et un centre éducatif. On ne va pas transformer l'armée en grand camp scout!

Le problème du service civique, c'est le coût. Qui va encadrer ces jeunes? Demandez aux militaires qui ont consacré leurs vies à ce métier s'ils ont envie de devenir éducateurs spécialisés!

Alors, quelle serait la solution pour répondre à la soif d'engagement des jeunes Français?

Une des solutions, qu'on avait proposées à l'époque, serait d'avoir une armée de réserve élargie sur la base du volontariat. Avant le service militaire, il y a les lieux d'éducation: la famille, l'école, et les mouvements d'éducation populaire, type scoutisme. L'autre solution serait donc de développer ces mouvements d'éducation populaire, de les subventionner en masse. Tous ces jeunes qui cherchent des «petits boulots» pendant l'été, envoyons-les nettoyer les forêts, restaurer les monuments historiques en ruines, ou partir à l'étranger faire du co-développement!

*Charles Millon a été ministre de la Défense du gouvernement Alain Juppé, de 1995 à 1997.